

VALLÉE DE SEINE

Cécile Zammit-Popescu élue logiquement à la tête de GPSEO

La maire de Meulan-en-Yvelines a été élue lors du conseil communautaire du 20 janvier, avec un exécutif quasiment identique.

■ LUCILE GIROUSSENS

Une nouvelle tête mais peu de surprises au soir du jeudi 20 janvier. Ce soir-là, les élus de la communauté urbaine (CU) Grand Paris Seine et Oise (GPSEO) se sont réunis à huis-clos, pour élire leur nouveau président, suite à la démission de Raphaël Cognet survenue au début du mois de janvier. Assurant déjà l'intérim, la maire de Meulan-en-Yvelines et première vice-présidente, Cécile Zammit-Popescu (DVD), a été élue par 119 voix, le conseiller d'opposition communiste mantais Marc Jammet en récoltant cinq. Quatorze bulletins blancs ont également été recensés et trois élus n'ont pas pris part au vote. L'exécutif connaît également peu de changements, et voit les arrivées de l'adjoint mantais Jean-Luc Santini et de Djamel Nedjar, en tant que conseillers délégués. En revanche, si elle souhaite s'inscrire dans la continuité, Cécile Zammit-Popescu a insisté sur le fait que « des décisions lourdes de conséquences » seront à prendre pour redresser les finances exsangues de GPSEO.

Si la candidature de Cécile Zammit-Popescu n'était un secret pour personne, le président du groupe majoritaire, Agir pour GPSEO, l'adjoint mantevillois Ari Benhacoun en explique les raisons : « C'est une bosseuse, elle est dotée d'un grand sens de l'écoute, ce qui permettra à la fois de porter les grands projets structurants de notre territoire, mais également les sujets de proximité si chers à nos habitants. Elle sait analyser, arbitrer et prendre des décisions. En tant que première vice-présidente, elle connaît bien les enjeux de notre CU et elle a su se faire apprécier des services administratifs. »

Il lance également un appel à l'unité, auprès des autres groupes, l'exécutif proposé représentant en sus de la majorité, les autres groupes reconnus par l'assemblée communautaire. « Sur les priorités de la communauté urbaine, en dehors de l'épineux sujet des finances qui devra être traité en toute transparence dans les semaines qui viennent, nous appelons de nos vœux que naisse enfin un vrai projet de territoire essentiel pour nos habitants et nos communes », note ainsi Jean-Luc Gris (SE), président du groupe Seine et désormais 4^e vice-président.

S'il accorde sa confiance à l'édile meulanaise, le maire d'Issou et président du groupe Ensemble pour GPSEO, Lionel Giraud (DVG), pointe lui aussi des priorités, notamment la proximité en améliorant « les communications auprès des habitants et les soumettre systématiquement en amont aux élus concernés, ce qui n'est pas toujours le cas » ou « par le biais de convention de gestion, redonner la gestion de compétences de proximité aux communes qui en feront la demande ». L'élue plaide également pour un rééquilibrage territorial dans le cadre du maillage des transports en commun et de l'attractivité.

« Des mesures spécifiques et visibles par la population sont attendues dans les petites et moyennes communes », poursuit-il citant notamment le rétablissement des fonds de concours, ou la communication des projets de voiries retenus dans le cadre des programmes pluriannuels d'investissement de voirie.

Le groupe Territoire et Citoyens Seine et Oise (TCSO) a, lui aussi, approuvé la candidature de Cécile Zammit-Popescu, mais l'édile buchelois, Paul Martinez (SE), se montre plus nuancé. « Madame Zammit-Popescu est une élue impliquée, honnête [...] et malgré des faux airs d'austérité, ceux qui la connaissent la savent à l'écoute des habitants et de ses collègues élus, indique-t-il. [...] Pour tout cela, notre groupe Territoire et Citoyens Seine et Oise votera à Cécile Zammit-Popescu, majoritairement sa confiance, et j'appelle mes autres collègues à en faire autant. J'ai bien dit majoritairement, je ne dis pas que tout le groupe le votera, mais en tout cas majoritairement. »

Marc Jammet s'est également porté candidat, dénonçant « un consensus mou », formé entre les différents groupes de l'exécutif. « Les citoyens, les contribuables, où sont-ils ici ? Dans une assemblée où, je le répète, c'est le consensus qui prévaut avant leurs préoccupations ? [...] Qui va dire clairement qu'on s'apprête ici à augmenter la fiscalité locale de 30 % pour équilibrer les comptes alors que la communauté urbaine reverse chaque année 50 millions d'euros aux communes, fait financer par les SEM qu'elle dirige de nouvelles indemnités pour certains élus ? », questionne-t-il.



« Le nerf de la guerre c'est l'argent, et nous devons retrouver des marges financières nous permettant d'investir sur nos espaces publics », poursuit Cécile Zammit-Popescu.

L'élue communiste en a également profité pour confirmer sa présence au scrutin mantais qui se profile. « C'est la raison évidente pour laquelle je suis candidat à la présidence ici même, insiste-t-il. Oh symboliquement bien sûr, je ne me fais aucune illusion sur le résultat du scrutin mais je crois que le courage politique est une valeur essentielle et qu'il serait bon qu'on puisse la retrouver au sein de cette assemblée. » L'élue d'opposition conflanais Gaël Callonnec demandera à pouvoir poser des questions aux deux candidats, ce qui lui sera refusé.

Si elle n'a pas souhaité s'exprimer avant le vote, Cécile Zammit-Popescu, soulignera ses priorités après le scrutin : « Je suis une élue de terrain, absente des réseaux sociaux, sans parti politique comme la majorité d'entre vous je pense. Je suis maire d'une commune moyenne, confrontée aux mêmes difficultés que vous. Sur ces difficultés vous avez été écoutés, je souhaite que vous soyez maintenant entendus. »

En plus des quatre axes définis par le projet de territoire, la nouvelle présidente propose de rajouter un cinquième axe, celui des compétences de proximité, telles que « la voirie, l'eau, les déchets, l'assainissement », énumère-t-elle. « La proximité c'est entendre les attentes et les besoins des communes, c'est mieux communiquer avec les maires, et les aider à communiquer avec les usagers », détaille-t-elle.

« Le nerf de la guerre c'est l'argent, et nous devons retrouver des marges financières nous permettant d'investir sur nos espaces publics », poursuit-elle. Cependant, elle insiste bien sur l'état critique des finances de GPSEO : « Le chemin est encore long pour restaurer nos finances. Le travail est inachevé, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une urgence critique et allons devoir tous ensemble être courageux dans les semaines à venir et prendre des décisions lourdes de conséquences mais indispensables à notre survie. » Et le prochain conseil, dont la date a été fixée au 17 février, pourrait bien ouvrir le bal, puisqu'il devrait porter à l'ordre du jour la fiscalité de la communauté urbaine. ■